

**CONSERVATOIRE
NATIONAL SUPÉRIEUR
DE MUSIQUE ET
DE DANSE DE PARIS**

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

MARCHE PUBLIC n° 2024-11-MPS

**Prestations d'expertise et de gestion du logiciel de
scolarité pour le Conservatoire national supérieur de
musique et de danse de paris (CNSMDP).**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
(CCP)**

SOMMAIRE

Article 1 – IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
Article 2 – CONTEXTE	4
Article 3 – OBJET ET CARACTÉRISTIQUES Du marché.....	5
3.1 – Objet du marché.....	5
3.2 – Type et forme du marché.....	5
3.3 – Procédure.....	5
3.4 – Budget du marché.....	5
3.5 – Pièces contractuelles.....	6
3.6 – Durée du marché.....	6
Article 4 – GÉNÉRALITÉS.....	6
4.1 – Représentation des parties.....	6
4.1.1 – Représentant du Conservatoire dans l'exécution du marché.....	6
4.1.2 – Représentant du Titulaire.....	6
4.1.3 – Obligations d'information relative au Conservatoire	7
4.1.4 – Groupement d'opérateurs économiques	7
4.1.5 – Sous-traitance	7
article 5 : PRIX ET RÈGLEMENT	8
5.1 Prix.....	8
5.2 Révisions des Prix.....	8
5.3 Précisions sur les modalités de règlement	9
5.3.1 Avances	9
5.3.2 Acomptes.....	10
5.3.3 Contenu de la demande de paiement (facture).....	10
5.3.4 Remise de la demande de paiement.....	11
5.3.5 Acceptation de la demande de paiement par le Conservatoire	11
5.3.6 Paiement des prestations.....	11
5.3.7 Facturation électronique.....	11
5.4 Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques	11
5.4.1 Groupements d'opérateurs économiques	11
ARTICLE 6 : PRESTATIONS TECHNIQUES.....	12
6.1 Les Objectifs et prestations attendues.....	12
6.2 Concevoir un annuaire des anciens du conservatoire (alumni)	12
6.3 Contrôle des prestations/ Garanties.....	13
ARTICLE 7 : ENGAGEMENTS DU PRESTAIRE ET DU CNSMDP.....	13
ARTICLE 8 : CONTROLE DES PRESTATIONS.	14
- 8.1 – Contrôle.....	14
- 8.2 - Admission, ajournement, réfaction et rejet.....	14

ARTICLE 9 : DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	15
ARTICLE 10 : Modification du marche.....	15
10.1 Cas de modification.....	15
10.2 Clause de réexamen	16
ARTICLE 11 : Pénalités.....	16
11.1 Pénalités	16
11.1.1 Pénalités pour retard	16
11.1.2 Pénalités pour non-respect de toute autre obligation relevant du marché.....	17
ARTICLE 12 : RÉSILIATION.....	17
12.1 Principes généraux	17
12.2 Résiliation pour événements extérieurs au marché.....	17
12.2.1 Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire.....	17
12.2.2 Incapacité physique du Titulaire.....	17
12.2.3 Décès ou incapacité civile du Titulaire.....	17
12.3 Résiliation pour événements liés au marché	18
12.3.1 Difficulté d'exécution du marché	18
12.4 Résiliation pour faute du Titulaire	18
12.5 Résiliation pour motif d'intérêt général	19
12.6 Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution du marché	19
12.7 Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire	19
ARTICLE 13 : DISPOSITION DIVERSES.....	20
13.1 Forme des notifications et informations	20
13.2 Modalités de computation des délais d'exécution des prestations.....	21
13.3 Pièces à remettre au Titulaire. Cession ou nantissement des créances.....	21
13.4 Confidentialité, protection des données personnelles et mesures de sécurité ..	21
13.4.1 Obligation de confidentialité.....	21
13.4.2 Information des sous-traitants.....	22
13.5 Protection des données à caractère personnel.....	22
13.6 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail.....	23
13.7 Protection de l'environnement, sécurité et santé.....	23
13.8 Assurances et responsabilité.....	23
13.8.1 Réparation des dommages.....	23
13.8.2 Assurances	24
13.9 Règlement des litiges	24
13.9.1 Règlement des différends entre les parties	24
13.9.2 Instance chargée des procédures de recours.....	25
ARTICLE 14 : DÉROGATION AU CCAG-FCS.....	25

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse de Paris
209, avenue Jean Jaurès
75019 – PARIS
SIRET : 197 534 951 00037

Désigné ci-après par « Conservatoire » ou « CNSMDP ».

- Correspondant administratif :

Mme SIBRY Sandrine.
Juriste marchés publics
Services des affaires générales et financières
☎ 01.40.40.45.98

✉ ssibry@cnsmdp.fr / marches.publics@cnsmdp.fr

- Correspondant technique :

Mme RAZGALLAH Chahinez
Cheffe de service des affaires scolaires et de la vie étudiante.

☎ 01.40.40.46.88

✉ crazgallah@cnsmdp.fr

ARTICLE 2 – CONTEXTE

Le Conservatoire national supérieur de musique et de danse de paris est un établissement public Paris est un établissement public français de transmission des arts musicaux et chorégraphiques de tout premier plan. En outre, on y dispense un enseignement de haut niveau dans les disciplines théoriques (musicologie, choréologie) et techniques (métiers du son) qui s'y rattachent. Le Conservatoire dispose depuis 2018 d'un système collaboratif de gestion de scolarité (OASIS). Il concerne toutes les communautés de l'établissement (candidats, les étudiants, les agents administratifs, les enseignants, les jurys, les vacataire extérieurs, ou autres profils pouvant utiliser le SI). Oasis doit répondre aux besoins de gestion par différents profils utilisateurs à travers les volets concours, scolarité, vie scolaire, demandes de bourses et demandes de logements (majeurs/ mineurs) Il met à disposition ses informations via un flux d'information (API ou export d'une liste au format exploitable « CSV, excel, word, pdf, etc. ») en fonction des droits accordés aux autres entités numériques du conservatoire, à savoir :

- ☒ Dièse : planification générale des salles, information des étudiants et enseignants
- ☒ Web \ Site internet : site vitrine du CNSMDP
- ☒ FollowMe : informations cartes étudiantes pour l'utilisation des photocopieurs.
- ☒ Logiciel de la médiathèque : informations des étudiants pour l'enregistrement automatique.
- ☒ Service informatique : export des listes de mails (à créer, à supprimer et à garder)
- ☒ Outil de facturation (paybox)

Il porte les fonctions et la configuration du catalogue des concours et des parcours d'études proposés par le CNSMDP. Il comporte différentes fonctions complémentaires à la gestion de la scolarité au sein du Conservatoire.

Le CNSMDP dispose d'un logiciel de gestion de la scolarité utilisé par :

- Les professeurs (~500/an)

- Les administratifs de l'école (~250/an)
- Les étudiants (~1300/an)
- Les candidats aux concours d'entrée (~8000/an)
- Les jurys d'examens

Son champ fonctionnel est vaste :

- Gestion des concours et des candidats
- Gestion des inscriptions, paiements
- Gestion des demandes de logement, bourses et aides privées
- Gestion des étudiants durant leur scolarité : planning, classes
- Gestion des examens : appréciation, passage en année supérieur
- Gestion des professeurs : planning, émargement
- Gestion des communications : emailing,
- Production des documents officiels : diplômes, parcours d'études

ARTICLE 3 – OBJET ET CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ

3.1 – Objet du marché

Le présent marché a pour objet la prestation d'expertise et de gestion du logiciel de scolarité pour le Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris. Elle consiste à confier au titulaire, qui l'accepte, les missions de poursuite de l'intégration de du logiciel de scolarité du CNSMDP et la conception d'un annuaire des anciens élèves.

3.2 – Type et forme du marché

Le présent marché est un marché public de services au sens de l'article L. 1111-4 Code de la commande publique, ci-après le « Code ».

3.3 – Procédure

Le marché est passé selon la procédure adaptée en application des dispositions des articles L.2120-1-2°, L.2123-1-1° et R.2123-1-1° du code de la commande publique.

La publicité est passée selon l'article R.2131-12-1° du même code. En l'espèce, l'avis d'appel public à la concurrence est publié au bulletin officiel d'annonces des marchés publics (BOAMP) ; le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable sur la plate-forme des achats de l'Etat « PLACE » via le site internet : www.marches-publics.gouv.fr

3.4 – Budget du marché

Les montants du marché est estimé à 70 000 € HT/an ,84 000 € TTC/an soit 140 000 HT, 168 000 TTC pour les 2 ans.

3.5 – Pièces contractuelles

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du présent marché, prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) TIC ;
- L'offre technique du Titulaire ;
- Les éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

3.6 – Durée du marché.

Le marché est conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification.

Il est reconductible tacitement une fois pour une durée d'un an (soit 2 ans au total, toutes reconductions comprises).

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du code.

Si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire le marché, une décision expresse de non-reconduction sera notifiée au titulaire au plus tard trois mois avant la date d'échéance du marché.

ARTICLE 4 – GÉNÉRALITÉS

4.1 – Représentation des parties

4.1.1 – Représentant du Conservatoire dans l'exécution du marché

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-TIC, le représentant du Conservatoire est la Cheffe de service des affaires scolaires et de la vie étudiante.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Conservatoire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au Titulaire, les décisions nécessaires engageant le Conservatoire.

4.1.2 – Représentant du Titulaire

Dès la notification du marché, le Titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au Conservatoire, les décisions nécessaires engageant le Titulaire.

4.1.3 – Obligations d'information relative au Conservatoire

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au Conservatoire les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;

- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- À ses coordonnées bancaires ;

Aux renseignements qu'il a fourni pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, le Titulaire est tenu de notifier sans délai au Conservatoire toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

4.1.4 – Groupement d'opérateurs économiques

Le membre du groupement d'opérateurs économiques, désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis du Conservatoire, pour l'exécution du marché.

En cas de groupement conjoint, le Mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du Conservatoire jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance des autres membres du groupement.

En cas de défaillance du Mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. À défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par le Conservatoire d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

4.1.5 – Sous-traitance

Le Titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, aux dispositions des articles R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique ainsi qu'à l'article 3.6 du CCAG/TIC.

La déclaration du sous-traitant intervient soit au moment de la remise des offres soit en cours d'exécution du marché. Elle est réalisée pour tous les sous-traitants intervenant dans l'exécution des prestations quel que soit leur rang.

La sous-traitance totale et occulte est interdite.

Conformément aux dispositions des articles R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique, le candidat ou le titulaire peuvent sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le Conservatoire.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un acte de déclaration de sous-traitance signé par l'acheteur public, le candidat ou le titulaire et le sous-traitant.

Le candidat ou le titulaire fournissent à l'appui de la déclaration de sous-traitance l'ensemble des informations suivantes :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné par les dispositions législatives des sections 1 et 2 du chapitre Ier du titre IV du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article L.2193-9 dudit code, lorsque le montant de la sous-traitance apparaît anormalement bas, le Conservatoire exige que le soumissionnaire ou le titulaire du marché lui fournissent des précisions et justifications sur le montant de ces prestations. Après vérification des justifications fournies, si le Conservatoire établit que le montant des prestations sous-traitées est anormalement bas, il rejette l'offre lorsque la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou n'accepte pas le sous-traitant proposé lorsque la déclaration de sous-traitance est présentée après la notification du marché.

L'acceptation et l'agrément provoquent obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations égales ou supérieures à 600 € TTC en application de l'article L. 2193-10. Conformément à l'article R2192-22 du Code, le délai de paiement du sous-traitant bénéficiant du paiement direct est identique à celui du titulaire. Ce délai court à compter de la date à laquelle le pouvoir adjudicateur a connaissance de l'acceptation expresse ou implicite par le titulaire des pièces justificatives servant de base au paiement direct. En cas de dépassement du délai de paiement, le sous-traitant a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros.

En cas de sous-traitance, le candidat ou le titulaire demeurent personnellement responsable du respect de toutes les obligations résultant du marché tant envers le Conservatoire qu'envers les personnels de la société sous-traitante

ARTICLE 5 : PRIX ET RÈGLEMENT

5.1 Prix

Conformément à l'article R. 2112-6 du Code, les prix des prestations faisant l'objet du présent marché sont forfaitaires.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

5.2 Révisions des Prix

Les prix du marché public sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres finales, ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisables. Ils sont fermes la première année d'exécution du marché et révisables tous les ans à sa date anniversaire.

Les prix sont révisables annuellement par application de la formule suivante :

$$P_n = P = P_0 [0,15 + 0,85 (SYNTEC 1 / SYNTEC 0)]$$

Dans laquelle :

P_n = Prix révisé ;

P_0 = Prix avant application de la formule de révision ;

SYNTEC : Coût horaire du travail « tous salariés » (www.indices.insee.fr – Identifiant : 001565196)

Indice 0 : Valeur de l'indice à la date limite du mois de réception des offres

Indice 1 : Dernier indice définitif connu publié à la date d'anniversaire de notification du marché.

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

Pour la mise en œuvre de cette formule, les résultats ainsi obtenus seront arrondis au millième supérieur.

En cas de changement d'un indice décidé par l'INSEE et dûment établi, les parties conviennent de substituer à l'indice d'origine un indice équivalent.

Lorsque l'indice de révision des prix est supprimé, il est fait usage, par l'établissement d'un avenant, de l'indice de remplacement proposé par l'INSEE. Les valeurs de l'indice supprimé sont converties en valeur du nouvel indice utilisant le coefficient de raccordement proposé par l'INSEE.

En cas de révision des prix, le Titulaire doit faire valider auprès du représentant du Conservatoire, ses prix, dans un délai de deux mois avant la reconduction du marché. Le Conservatoire a alors quinze jours calendaires pour se prononcer. Son silence vaut acceptation.

5.3 Précisions sur les modalités de règlement

5.3.1 Avances

Conformément aux articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique, et sauf indication contraire dans l'acte d'engagement complété et signé avec le prestataire retenu, une avance est versée au titulaire du marché.

Une avance de 30 % du montant forfaitaire toutes taxes comprises est accordée au titulaire

Le délai global de paiement de l'avance court à compter de la date de notification du marché. Ce délai ne peut excéder 30 jours.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'avance est de droit pour le sous-traitant agréé et bénéficiant du paiement direct qui en fait la demande dans l'acte de sous-traitance.

Le montant de l'avance n'est pas soumis à variation de prix.

Pour le titulaire, l'avance est calculée sur la base du montant toutes taxes comprises du marché diminué le cas échéant du montant des prestations du marché confiées au(x) sous-traitant(s) et donnant lieu à paiement direct.

Pour le sous-traitant agréé bénéficiant d'un paiement direct, l'avance est calculée sur la base du montant toutes taxes comprises des prestations du marché qui lui sont sous-traitées telles qu'elles figurent dans l'acte de sous-traitance.

5.3.2 Acomptes

Comme le prévoient les articles L.2191-4 et R.2191-20 à R.2191-22 du code de la commande publique, les prestations du marché qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes. La périodicité du versement des acomptes est fixée à 3 mois. Cette périodicité peut être ramenée à 1 mois lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R.2151-13 du code de la commande publique ou sur demande du titulaire. Le montant de l'acompte sera calculé au prorata des prestations effectivement réalisées sur la base d'un état d'avancement des prestations et/ou des livrables apportés par le titulaire.

Le montant facturé devra être conforme aux prestations réellement exécutées tel qu'il ressort du BPU produite par le titulaire à l'appui de la demande de paiement.

Le Conservatoire accepte ou rectifie la facture. Il la complète éventuellement, en faisant apparaître l'avance à rembourser, les réfections ou les pénalités imposées. Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi par arrêté au titulaire

5.3.3 Contenu de la demande de paiement (facture)

Lorsque le Titulaire remet au Conservatoire une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées ;
- La décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- Le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients de révision des prix ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;

Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du Titulaire défaillant, le surcoût supporté par le Conservatoire est déduit des sommes dues au Titulaire au titre des

prestations admises. Ce surcoût correspond à la différence entre le prix que le Conservatoire aurait dû régler au Titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du Titulaire défaillant.

5.3.4 Remise de la demande de paiement

La remise d'une demande de paiement intervient après le service fait.

5.3.5 Acceptation de la demande de paiement par le Conservatoire

Le Conservatoire accepte ou rectifie la demande de paiement. Si le montant indiqué est différent, il notifie le montant qu'il a ainsi arrêté au Titulaire.

5.3.6 Paiement des prestations

La demande de paiement ou facture est adressée au Conservatoire.

Les prestations sur bon de commande seront réglées après certification du service fait.

5.3.7 Facturation électronique

Les factures afférentes au paiement sont établies après admission des prestations.

Lorsque le Titulaire est tenu, en application du Code, de transmettre les demandes de paiement sous forme électronique, il les transmet selon les modalités prévues par ce même Code.

Le règlement est effectué par virement bancaire sur le ou les comptes précisés par le Titulaire dans son offre sur présentation par ce dernier de factures.

Outre les mentions légales, les factures comprennent les indications suivantes :

- Le numéro et le titre du présent marché ;
- L'identification des prestations exécutées (désignation et quantité) ;
- Les montants HT et TTC de la facture ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Les coordonnées bancaires du Titulaire (IBAN et BIC).

Les factures sont à déposer obligatoirement sur le site suivant : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr>. Le seul champ à renseigner obligatoirement est le numéro SIRET du Conservatoire (n° 197 534 951 00037).

La demande de paiement peut être refusée par le Conservatoire lorsque celle-ci méconnaît les obligations de dématérialisation des factures à la charge du Titulaire.

5.4 Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques

5.4.1 Groupements d'opérateurs économiques

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au Conservatoire la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

Le mandataire est seule habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

ARTICLE 6 : PRESTATIONS TECHNIQUES

6.1 Les Objectifs et prestations attendues.

Compte tenu

- Du nombre de personne amenées à utiliser OASIS durant l'année,
- Du vaste champ fonctionnel de l'outil,
- De l'émergence continue de nouveaux besoins du conservatoire

Le CNSMDP doit disposer d'une ressource dédiée au bon fonctionnement et aux évolutions de son logiciel de scolarité.

Assurer le bon fonctionnement d'OASIS pour l'ensemble de ses utilisateurs

Être point de contact concernant l'assistance des utilisateurs

Remonter les problèmes aux fournisseurs et assurer le suivi et l'intégration des correctifs

Conduire les évolutions en fonction des besoins du conservatoires

- Recueillir et formaliser les besoins du Conservatoire, notamment via les comités de pilotage et comités utilisateurs
- Conduire la faisabilité et le coût de développement de ces besoins
- Prioriser les développements
- Piloter l'intégration dans l'existant

Mettre en place des outils simplifiant l'exploitation des données OASIS

Participer aux chantiers « moyen » et « long terme » du CNSMDP en termes de stratégie numérique

- Participer l'élaboration du schéma numérique 2025-2030
- Participer aux réflexions sur les évolutions d'outils au-delà de la solution existante

6.2 Concevoir un annuaire des anciens du conservatoire (alumni)

Concevoir un annuaire des anciens du conservatoire (alumni)

- Formaliser les besoins du conservatoire en matière de gestion des alumni :
Spécifications fonctionnelles de la solution
- Simplifier l'exploitation des données présentes dans OASIS concernant les anciens élèves

6.3 Contrôle des prestations/ Garanties

6.3.1 Cadre d'intervention

La demande du CNSMDP évalue son besoin à 212 jours par an (252 jours travaillés – 40 jours de fermeture de l'école). Une astreinte (voir ci-dessous) doit être envisagée sur la moitié des jours de fermeture (20 jours).

6.3.2 Cadre d'intervention

La prestation est assurée par une ou plusieurs personnes intervenant en régie. L'exécution peut se faire au sein du conservatoire et/ou à distance avec un minimum de 3 jours au sein du CNSMDP. Le CNSMDP met à disposition l'ensemble des moyens nécessaires à la mission (bureau, ordinateur, environnement bureautique).

En complément d'une forte disponibilité, les compétences requises pour la mission sont les suivantes

6.3.3 Savoir-faire en conduite de projet

- Évaluer une solution et formuler des préconisations ;
- Conduire un projet ;
- Aptitude au dialogue et à la négociation ;
- Capacités d'initiative et de proposition ;
- Bonnes capacités rédactionnelles et maîtrise des outils bureautiques.

6.3.4 Savoir-faire technique

- Connaissance en base de données relationnelles
- Connaissance en outils d'interrogation des bases de données

6.3.5 Savoir-être (compétences comportementales)

- Sens des relations humaines, capacité d'écoute, esprit d'équipe ;
- Qualités d'analyse, de synthèse, et de rigueur ;
- Réactivité et sens de l'organisation ;
- Autonomie et sens des responsabilités.

ARTICLE 7 : ENGAGEMENTS DU PRESTAIRE ET DU CNSMDP

7.1 Engagements du prestataire.

Le prestataire s'engage à mener à bien le projet, dans les règles de l'art qui leur sont propres, les prestations décrites dans le présent contrat. À ce titre, il doit notamment :

- exécuter les prestations avec la diligence et le niveau de compétence professionnelle requis par les prestations du contrat et consacrer les moyens nécessaires à sa bonne exécution dans les délais fixés ;

- informer sans délai le conservatoire de tout retard ou de toute difficulté rencontrée dans l'exécution du présent Contrat ;

Le prestataire qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en avoir connaissance.

Le prestataire s'interdit de sous-traiter à quiconque la réalisation du projet.

Il s'engage enfin à fournir l'intégralité de la documentation liée au projet afin de permettre à l'Ecole d'en assurer la continuité au-delà de la mise en service.

7.2 Engagements du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris.

Le Conservatoire national s'engage

- à fournir au prestataire toutes les informations nécessaires à la réalisation du projet tant au niveau des informations des étudiants nécessaires à la constitution de l'annuaire qu'au niveau des sources externes disponibles pour l'enrichir.
- à régler les factures adressées par le Prestataire dans un délai de 30 jours suivant la réception de la facture validée.

ARTICLE 8 : CONTROLE DES PRESTATIONS.

Les dispositions du chapitre 5 du CCAG/TIC s'appliquent sauf en cas de dérogation.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

- 8.1 – Contrôle

Par dérogation aux articles 30 à 32 du CCAG/TIC, le pouvoir adjudicateur vérifie la bonne exécution des prestations conformément à l'article 4 du présent CCP. Le contrôle des prestations pourra donner lieu à des échanges (de courriels etc...) entre les parties. Lorsqu'une prestation exécutée n'est pas conforme aux stipulations du marché, le Conservatoire pourra demander au titulaire de la reprendre (exécuter à nouveau) sans frais de la part de ce dernier.

- 8.2 - Admission, ajournement, réfaction et rejet

Par dérogation aux articles 33 et 34 du CCAG/TIC, pour la prestation forfaitaire, l'admission est constatée au moment du paiement des prestations par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Si les prestations ne sont pas jugées satisfaisantes, le Conservatoire notifie au titulaire une décision motivée, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Les décisions prises par le Conservatoire de Paris suite aux opérations de vérifications pourront revêtir diverses formes d'écrit (mail, courrier etc...) et seront notifiées au titulaire

(la date de réception de ces décisions par le titulaire vaut notification).

ARTICLE 9 : DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Tous les travaux, documents, réalisations produites par le prestataire dans le cadre de la mission sont la propriété du Conservatoire

Le conservatoire acquiert la propriété des travaux fournis par le prestataire dans le cadre du présent contrat de service. A ce titre, le Conservatoire a notamment le droit, et ce pour une durée illimitée, d'exploiter librement ces travaux selon les dispositions prévues par le code de la propriété intellectuelle ou de les faire exploiter par des tiers de son choix.

Le prestataire garantit au Conservatoire :

- la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits de propriété intellectuelle ou de toute natures relatifs aux travaux qui sont cédés dans le cadre du présent contrat
- qu'il n'existe aucun litige en cours ou imminent relatif aux droits objets de la cession,
- qu'il l'indemniser, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, de toute action ou réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne à laquelle l'exploitation des travaux aurait porté atteinte.

La responsabilité du prestataire du contrat n'est pas engagée pour toute allégation concernant les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support :

- qui lui ont été communiqués par le Conservatoire et qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet du contrat.
- les éléments incorporés dans les travaux à la demande expresse du Conservatoire,
- les modifications, adaptations apportées aux résultats, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportée par le Conservatoire ou à sa demande expresse

Le prestataire ne pourra pas exploiter les travaux fournis au titre du présent Contrat sans autorisation expresse préalable du Conservatoire. Le prestataire dispose, et seulement pour les besoins découlant du contrat, d'un droit d'utilisation sur les documents et informations remis par le Conservatoire lors la passation et de l'exécution du contrat. Les documents ou éléments déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au contrat ne sont pas concernés par cette disposition.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DU MARCHÉ

10.1 Cas de modification

Le marché pourra être modifié dans le cadre d'un ou plusieurs avenants ou décision unilatérale du Conservatoire (de prolongation, de poursuivre etc). Dans les conditions prévues aux articles L2194-1 et R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code (liste non exhaustive) :

- En cas de clause de réexamen ;
- En cas de circonstances imprévues ou imprévisibles ;
- En cas de nouveau titulaire se substituant au titulaire initial du marché ;
- En cas de modifications non substantielles ;
- En cas de modification de faibles montants ;

- En cas de prestations supplémentaires devenues nécessaires ;
- En cas d'indemnisation sur le fondement de la théorie de l'imprévision (L6-3° du Code).

Suivant l'article L6-4° du Code, le marché pourra être modifié pour motif d'intérêt général sans en bouleverser l'équilibre et le titulaire ne percevra pas d'indemnité

10.2 Clause de réexamen

Le Conservatoire peut modifier le marché en application des dispositions de l'article R2194-1 du code et de l'article 27 du CCAG-TIC dans le cadre d'une clause de réexamen qui peut être invoquée tout au long de la vie du marché.

Le champ d'application de la clause de réexamen couvre les prestations suivantes :

- Modification du périmètre des prestations objet du marché.

Une modification de la clause de réexamen et notamment de la clause de révision de prix prévues au présent marché pourra être envisagée lorsqu'elle est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir, dans le but de compenser les surcoûts imprévisibles supportés par le contractant.

La mise en œuvre de la présente clause sera matérialisée par un avenant conclu entre les parties.

Pour la mise en œuvre de la présente clause, le titulaire établira une offre financière correspondant à sa rémunération pour les prestations réalisées. Les parties décideront d'un commun accord des modalités d'exécution des prestations et matérialiseront leur accord par un avenant.

La mise en œuvre de la présente clause sera matérialisée par un avenant conclu entre les parties.

Il est précisé que la présente clause établit une éventualité que le titulaire est réputé connaître et accepter dès la remise de son offre. La possible application ultérieure de la présente clause de réexamen ne laisse aucune possibilité au titulaire d'élever de réclamation ou refus. En absence de mise en œuvre de la présente clause, le titulaire ne saurait être considéré comme lésé et le présent marché n'encourt pas une résiliation. Le titulaire continuera d'exécuter le marché conformément aux clauses contractuelles.

ARTICLE 11 : PENALITES

11.1 Pénalités

11.1.1 Pénalités pour retard

Sous réserve des stipulations de l'article 4.2, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le Titulaire, le Conservatoire applique des pénalités.

Lorsque le Conservatoire envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le Titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au Titulaire pour présenter ses observations.

À défaut de réponse du Titulaire dans ce délai ou si le Conservatoire considère que les observations formulées par le Titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

Dans laquelle :

P est le montant en euros de la pénalité ;

V est la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R est le nombre de jours de retard.

11.1.2 Pénalités pour non-respect de toute autre obligation relevant du marché.

Le titulaire encourt, après une mise en demeure préalable qui lui est notifiée, une pénalité pour non-respect de ses obligations prévues au présent accord-cadre (hormis cas de retard) d'un montant de 100 € HT/ jour, à compter de l'expiration du délai de régularisation des manquements prévu dans la mise en demeure jusqu'à l'exécution conforme de ses obligations contractuelles.

ARTICLE 12 : RÉSILIATION

12.1 Principes généraux

Le Conservatoire peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du Titulaire, soit pour faute du Titulaire, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées infra.

Le Conservatoire peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le Titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision.

La décision de résiliation du marché est notifiée au Titulaire. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

12.2 Résiliation pour événements extérieurs au marché

12.2.1 Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du Titulaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

12.2.2 Incapacité physique du Titulaire

En cas d'incapacité physique manifeste et durable du Titulaire compromettant la bonne exécution du marché, le Conservatoire peut résilier le marché. La résiliation n'ouvre droit pour le Titulaire à aucune indemnité.

12.2.3 Décès ou incapacité civile du Titulaire

En cas de décès ou d'incapacité civile du Titulaire, le Conservatoire peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Un avenant de transfert est établi à cette fin.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le Titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.

12.3 Résiliation pour événements liés au marché

12.3.1 Difficulté d'exécution du marché

Lorsque le Titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, le Conservatoire peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du Titulaire.

Lorsque le Titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le Conservatoire résilie l'accord-cadre.

12.4 Résiliation pour faute du Titulaire

Le Conservatoire peut résilier le marché pour faute du Titulaire dans les cas suivants :

- a) Le Titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage ;
- b) Des matériels, moyens, objets et approvisionnements ont été confiés au Titulaire ou des bâtiments et terrains ont été mis à sa disposition ;
- c) Le Titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- d) Le Titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par le Conservatoire ;
- e) Le Titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou s'il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants ;
- f) Le Titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances ;
- g) Le Titulaire déclare, indépendamment des cas prévus infra, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- h) Le Titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 3.4.2 et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- i) Le Titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- j) Le Titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité ;
- k) L'utilisation des résultats par le Conservatoire est gravement compromise, en raison du retard pris par le Titulaire dans l'exécution du marché ;
- l) Postérieurement à la signature du marché, le Titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- m) Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le Titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts ;
- n) Lorsque le remplaçant de la personne désignée pour assurer la conduite des prestations est récusé, à défaut de désignation d'un nouveau remplaçant dans un délai de trente jours, ou de récusation de celui-ci dans un délai de trente jours ;

- o) Le Titulaire n'a pas ou n'a pas correctement exécuté plusieurs fois les prestations ;
- p) Le Titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par le Conservatoire.

Sauf dans les cas prévus aux g, i, m et n ci-dessus, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, le Conservatoire informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire.

12.5 Résiliation pour motif d'intérêt général

Lorsque le Conservatoire résilie le marché pour motif d'intérêt général, le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage fixé par les documents particuliers de l'accord-cadre ou, à défaut, de 5 %.

Le Titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le Titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

12.6 Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution du marché

En cas de résiliation, le Conservatoire peut exiger du Titulaire :

- la remise des prestations en cours d'exécution, ainsi que des matières et des objets détenus en vue de l'exécution d'un marché ;
- la remise des moyens matériels d'exécution spécialement destinés au marché ;
- l'exécution de mesures conservatoires, notamment d'opérations de stockage ou de gardiennage.

Le Conservatoire en informe le Titulaire ou ses ayants droit, lors de la notification de la résiliation en indiquant le délai de remise de ces biens par le Titulaire et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise. En cas de résiliation pour faute du Titulaire, le présent article est appliqué aux frais de celui-ci.

12.7 Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire

Le Conservatoire peut faire procéder par un tiers l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire :

- soit lorsque le Titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. La décision

de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du Titulaire, est notifiée au Titulaire par le Conservatoire. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le Titulaire peut être autorisé par un ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du Titulaire ;

- soit en cas de résiliation du marché pour faute du Titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

S'il n'est pas possible au Conservatoire de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le Titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution. Ce marché de substitution est transmis pour information au Titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 13 : DISPOSITION DIVERSES

13.1 Forme des notifications et informations

La notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil du Conservatoire ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu ou sur la plateforme PLACE.

En cas de groupement, la notification se fait au Mandataire pour l'ensemble du groupement.

La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil du Conservatoire, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil du Conservatoire, à l'issue de ce délai.

13.2 Modalités de computation des délais d'exécution des prestations

Tout délai mentionné dans le marché commence à courir à 00 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai. Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Les dates et heures applicables sont celles utilisées par les documents particuliers de l'accord-cadre pour les livraisons ou l'exécution des prestations.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à minuit le dernier jour du délai.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour de ce mois, à minuit.

Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit.

Lorsque le délai est fixé en jours ouvrés, il s'entend hors samedis, dimanches et jours fériés.

Le délai s'appliquant au Titulaire n'inclut pas le délai nécessaire au Conservatoire pour effectuer ses opérations de vérification et prendre sa décision.

13.3 Pièces à remettre au Titulaire. Cession ou nantissement des créances

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par le Conservatoire au Titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG, et, plus généralement, de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle.

Le Conservatoire remet également au Titulaire, à sa demande et sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

13.4 Confidentialité, protection des données personnelles et mesures de sécurité

13.4.1 Obligation de confidentialité

Le Titulaire et le Conservatoire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont le Conservatoire est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au Titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec le

Conservatoire. Le Titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- Qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que le Conservatoire aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution de l'accord-cadre ;
- Signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- Qui ont été communiqués au Titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

13.4.2 Information des sous-traitants

Sans objet

13.5 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. À ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le Conservatoire.

Lorsque le Titulaire met en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte du Conservatoire, pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation, et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, les documents particuliers du marché précisent notamment :

- La finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées du Conservatoire ;
- Les obligations du Conservatoire et celles du Titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier, l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- Les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;

- Les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- La durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

Le Titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de celles-ci.

13.6 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Conformément aux dispositions des articles L.8221-3, L.8221-5 et L.8222-1 du code du travail sur le travail dissimulé, le Titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de travail dissimulé au regard des articles susvisés et produira au représentant du pouvoir adjudicateur, tous les six mois à compter de la notification du présent marché, les documents visés aux articles D.8222-5 et -7 du code du travail.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le Titulaire, ou en cas d'inexactitude des documents ou renseignements fournis avant la notification de l'accord-cadre, et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, le présent accord-cadre peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D 8222-5 du code du travail.

13.7 Protection de l'environnement, sécurité et santé

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du Conservatoire.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le Conservatoire afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le Conservatoire.

13.8 Assurances et responsabilité

13.8.1 Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du Conservatoire par le Titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à sa charge.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du Titulaire par le Conservatoire, du fait de l'exécution du marché, sont à sa charge.

Tant que les fournitures restent la propriété du Titulaire, celui-ci est, sauf faute du Conservatoire, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues.

Le Titulaire garantit le Conservatoire contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et qui affectent les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

13.8.2 Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du Conservatoire et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Conservatoire et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

13.9 Règlement des litiges

Les contestations survenant entre le Conservatoire et le Titulaire dans l'exécution du présent marché ne peuvent en aucun cas être invoquées comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution des prestations.

13.9.1 Règlement des différends entre les parties

Le Conservatoire et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :

- Soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant du Conservatoire et faisant apparaître le désaccord ;
- Soit du silence gardé par le Conservatoire à la suite d'une mise en demeure adressée par le Titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze jours ;
- Soit de l'absence de notification du décompte de résiliation dans le délai mentionné supra.

Tout différend entre le Titulaire et le Conservatoire doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué au Conservatoire dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu.

Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

Le Conservatoire dispose d'un délai de deux mois courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Lorsque le Conservatoire et le Titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue de la procédure décrite ci-dessus, ils privilégient le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le Code. La partie qui saisit d'un différend le comité consultatif de règlement amiable compétent supporte les frais de l'expertise, s'il en est décidé une, dans l'attente du règlement amiable définitif du différend.

La partie qui saisit d'un différend le comité consultatif de règlement amiable compétent supporte les frais de l'expertise, s'il en est décidé une, dans l'attente du règlement amiable définitif du différend.

La saisine d'un comité consultatif de règlement amiable des différends interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par le Conservatoire sur l'avis du comité.

La saisine d'un conciliateur ou d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après conciliation ou médiation ou de la constatation par le conciliateur ou le médiateur de l'échec de sa mission.

Pour les réclamations auxquelles a donné lieu le solde du marché, le Titulaire dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la décision prise par le Conservatoire ou de la naissance de la décision implicite de rejet mentionnées ci-dessus, pour porter ses réclamations devant le tribunal administratif compétent. Passé ce délai, le Titulaire est réputé avoir accepté cette décision.

Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L. 331-1 du Code de la propriété intellectuelle sont portés devant la juridiction judiciaire compétente.

13.9.2 Instance chargée des procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution du présent marché est le suivant :

Tribunal administratif de Paris
7, rue de Jouy
75181 – PARIS CEDEX 04
01.44.59.44.00
greffe.ta-paris@juradm.fr

ARTICLE 14 : DÉROGATION AU CCAG-FCS

Il est dérogé par le présent CCAG aux articles énumérés ci-après du CCAG-TIC :

- Article 3.4.1 par l'article 4.1.1 – , en ce que le représentant du Conservatoire est désigné dès à présent, et non au moment de la notification du marché ;
- De manière générale, tous les articles faisant référence à des opérations de maintenance ne sont pas applicables.